



L'affaire Cahuzac est aussi un scandale de santé Dictature de l'argent et austérité, Basta !

L'homme qui prétendait imposer l'austérité, à l'hôpital comme ailleurs et réduire le remboursement des soins par la Sécurité Sociale, était aussi l'homme qui faisait évader à l'étranger les bénéficiaires de son activité privée de chirurgien et « conseillait » contre rémunération sonnante

et trébuchante les laboratoires pharmaceutiques pour qu'ils puissent mieux s'enrichir en creusant le prétendu « trou de la Sécu »...

Permettre aux riches et aux puissants de continuer à s'enrichir en contraignant le reste de la population à se serrer la ceinture, le prétendu « changement » n'est rien d'autre que la poursuite et l'aggravation de l'austérité pour les classes populaires.

Pour ceux qui avaient encore des doutes, F. Hollande a mis les choses au point dans son intervention télévisée du 28 mars : « Je ne suis maintenant plus un président socialiste. Je suis le président de tous les français, le président de la France »

Comme à Chypre, en Grèce, en Espagne, au Portugal, et dans toute l'Europe, les salariés, les jeunes, les re-

traités n'auraient, pas d'autre solution que de payer pour « sauver » un système en faillite, tandis qu'une minorité s'enrichit toujours plus. Faire sauter les « rigidités » du code du travail et des réglementations qui protègent les salariés, est-ce le but du « choc de simplification » annoncé par le président ?

Baisser les cotisations sociales versées par les employeurs, en cassant la protection sociale (retraites, allocations familiales, allocations chômage...)

Faire échec à l'austérité, tracer une autre politique.

En France, comme dans les autres pays européens, les partis et gouvernements qui mettent en œuvre les politiques libérales sont de plus en plus discrédités et en crise. Si rien ne vient inverser la tendance, c'est immanquablement l'extrême droite et une partie de la droite, qui ne rechigne plus à s'allier avec elle, qui en tireront profit.

C'est la responsabilité des forces politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement, de l'ensemble du mouvement social de construire un rapport de force, et de tracer une alternative : celle d'une politique anti-austérité, qui en finisse avec la domination du profit et de l'argent : C'est ce que propose le NPA.

A l'Hôpital aussi la politique du gouvernement c'est l'austérité.

A l'occasion de la remise du rapport Couty sur l'avenir de l'Hôpital, F. Hollande et sa ministre Marisol Touraine, au nom de la « réduction des déficits », marchent dans les pas de leurs prédécesseurs. Ils poursuivent la casse du secteur public hospitalier. Les restructurations hospitalières (650 millions d'économies supplémentaires en 2012) vont continuer ainsi que les « plans de retour à l'équilibre », avec leurs conséquences sur la qualité et la sécurité des soins, ainsi que sur les conditions de travail des personnels.

Il faudrait 3,5% d'augmentation des budgets hospitaliers pour maintenir leurs effectifs et leurs moyens. Mais, les tarifs finançant l'activité hospitalière en 2013 sont en baisse, et cerise sur le gâteau, les cliniques privées commerciales sont favorisées par rapport à l'hôpital public (moins 0,84 % pour le secteur public et moins 0,21 % pour les cliniques privées commerciales, qui se voient également accorder un cadeau supplémentaire de 500 millions d'€ au titre du « pacte de compétitivité »).

A l'appel de syndicats (CGT, SUD...), d'associations (Notre santé en Danger, La Coordination des comités de défense des hôpitaux et maternité de proximité...)

Manifestation nationale le 15 juin à Paris

Pour la défense de l'hôpital public et des salariés de la santé

Pour un grand service de santé et d'action sociale

Contre la destruction de la Sécurité sociale et de la Protection sociale

Des salariés plus nombreux, mieux formés, mieux payés, c'est plus de cotisations !

Maternité de Port-Royal à Paris : une démission au gout d'aveu ?

Le 1er février, Déborah, dont l'accouchement avait été programmé à la Maternité de Port-Royal à Paris, avait été renvoyée chez elle deux fois, faute de place. Lorsqu'elle s'est présentée aux urgences : le bébé était mort.

Le rapport interne des experts, liés à la Maternité, et commandé par l'AP-HP, a dédouané la maternité, circuler il n'y a rien à voir, il n'y a ni coupable, ni responsable ! Un grain de sable vient enrayer cette belle machine : la démission de Dominique Cabrol, patron de cette même maternité ! Il aurait voulu, en démissionnant de son poste, montrer son désaccord avec la situation existant dans cette maternité, qu'il ne se serait pas pris autrement !

Des effectifs supplémentaires sont nécessaires dans de nombreux services et dans tous les hôpitaux. Ce n'est pas de la Direction de l'AP-HP qu'il faut les attendre, elle vient d'octroyer une seule infirmière et une seule sage-femme supplémentaire aux urgences de Port Royal ! Allons les réclamer !

Mobilisation à Quimper

Lors du CTE de l'Établissement public de santé mentale (EPSM) de Quimper, la direction annonce un supposé déficit de plus d'un millions d'euros avec pour conséquences des suppressions de postes, la diminution des jours de RTT et le remplacement des postes qui se libèrent par des Contrats d'avenir sans perspectives d'embauches futures.

Face à ce qui est vécu comme un véritable scandale, la 1^{ère} AG, à l'initiative de la CGT et de SUD, a décidé de déposer un préavis de grève illimité dans le but de pouvoir organiser différentes actions. Depuis plusieurs actions ont eu lieu, la 1^{ère}, plus de 80 agents ont envahi la DTARS et ont rencontré le directeur pour leur rappeler la responsabilité de l'ARS dans ce supposé déficit.

La 2^{ème} AG, a réuni une centaine d'agents qui ont décidé d'appeler à un rassemblement le jour de Conseil de surveillance et ont rejoint le rassemblement contre l'ANI. Les salariés ne sont pas dupes, s'il y a un déficit réel (ce qui reste à prouver), c'est à cause du manque de financement.

L'annonce de la suppression de 35 000 postes dans la santé signifie aussi des gels de postes à l'EPSM.

Mais les salariés ne sont pas prêts à laisser dépouiller leur hôpital. Si l'on veut un service public de qualité, il lui faut des moyens humains pour accompagner, prendre soins des patients et comme ils l'écrivent sur leur banderole : Non au plan d'austérité de la direction !

Jours de Colère au CHU de Toulouse

Le personnel du CHU de Toulouse est mobilisé depuis le début de l'année à l'appel de l'intersyndicale CGT SUD. Sept jours de colère ont été programmés pour dénoncer le manque de personnel au regard de l'énorme augmentation de l'activité (sachant que l'agglomération de Toulouse grossit de 15 à 20.000 habitants par an - Insee). La dernière action a été l'occupation (vidéo disponible sur le site de la CGT du CHU de Toulouse) d'une conférence managériale sur le "lean-manufacturing" c'est à dire les pratiques industrielles de management violent appliquées à l'hôpital. Les secteurs de la maternité, de la gériatrie, du brancardage sont mobilisés de façon illimitée et convergent pendant les jours de colère avec les autres personnels du CHU.

Retraites : travailler plus longtemps, quand il y a des millions de chômeurs et de jeunes sans travail ?

« Comme on vit plus longtemps...il va falloir avoir des durées de cotisations plus longues... »

Hollande a repris mot pour mot le discours de Sarkozy et du Medef. L'âge légal de départ en retraite à 62 ans a déjà été avancé en 2017 au lieu de 2018. Des membres du PS proposent d'appliquer cette mesure dès 2015. Le gouvernement envisage aussi que, pendant 3 ans les pensions ne suivent plus le niveau de l'inflation. Un coup supplémentaire au pouvoir d'achat ! Il faudrait faire travailler les salariés plus longtemps, alors que chaque jour des centaines d'entre eux sont jetés au chômage et que les jeunes ne trouvent pas d'emplois ?

Venez nombreux aux « Six heures pour la santé et la Sécu » !

Le collectif « Notre santé en danger » regroupant des associations, des syndicats, des partis politiques, dont le NPA organise plusieurs forum-débats en défense de la santé et de la Protection sociale

Samedi 25 mai à partir de 9 h à la bourse du travail (salle Henaff) 6 rue du temple Paris

3°

Pour contacter le NPA santé écrire à : npa-sante-secu-social@orange.fr